

E 2300 Paris 40

*Der schweizerische Gesandte in Paris, Ch. Lardy,
an den Bundespräsidenten und Vorsteher des Politischen Departements,
N. Droz*

B Confidentiel

Paris, 14 janvier 1887

Ce matin j'ai eu l'occasion de voir M. Flourens, auquel je tenais à exposer personnellement et avec détails notre situation dans l'affaire des Kalemkiars¹ et qui m'a pro-

1. *Vgl. Nrn. 314 und 427.*



mis son concours actif; un rapport spécial est adressé à ce sujet au Département du Commerce. Naturellement, quelques mots ont été échangés au sujet du *discours prononcé Mardi au Reichstag par M. de Bismarck*.

M. Flourens considère, au fond, ce discours comme pacifique; il se déclare disposé, quant à lui, à subir toutes les allusions ou insinuations désagréables, brutales, du Chancelier allemand, lorsqu'elles sont accompagnées de la déclaration que l'Allemagne n'attaquera pas la France; on peut dans ce cas considérer la paix comme absolument assurée, car on peut être sûr que la France, elle, n'attaquera pas. M. Flourens a ajouté que l'on retrouve dans le discours du Chancelier, malgré la brutalité de la forme, un bon sens admirable, qui permet d'espérer la réussite des efforts de l'Allemagne au point de vue du maintien *général* de la paix en Europe, puisqu'on peut admettre que l'Allemagne veut la paix. Cependant, l'ensemble du discours du Chancelier paraît impliquer, pour M. Flourens, que non seulement il n'y a pas d'entente russo-allemande spéciale, mais qu'au fond, on craint énormément à Berlin une attaque de la Russie; M. de Bismarck, dans les deux tiers de ce qu'il dit à l'adresse de la France, semble parler à la Russie, et emploie des arguments applicables à la Russie. Dire que les nécessités de la politique intérieure pourront amener la France à chercher une diversion à l'extérieur, c'est parler au Czar et non à M. Grévy ou à un homme d'Etat français. Au fond, M. de Bismarck a «battu le chien devant le lion», quand il dit encore que la guerre peut éclater dans dix jours, dans dix semaines ou dans dix ans, il sait parfaitement que la France ne bougera ni dans dix jours, ni dans dix semaines, tandis qu'il craint que, *d'un jour à l'autre*, l'Empereur de Russie n'éclate. «Oui, avec du bon sens, on peut assurer la paix en Europe», a continué M. Flourens, «car il résulte du discours du Chancelier que la Russie ne laissera pas écraser la France et que le parti militaire allemand ne sera pas le maître de se ruer sur nous; il y a donc un équilibre pacifique et raisonnable possible, si on reste sur la défensive dans le groupe Autriche-Allemagne et dans le groupe Russie-France. Mais nul, pas même M. de Bismarck, ne peut répondre de ce que fera l'Empereur Alexandre; il est acquis que ce dernier n'est accessible à aucune influence, pas même à celle de l'Allemagne; d'où l'obligation pour tous de rester armés malgré un équilibre pacifique facile à maintenir avec une politique raisonnée.»

«Une autre chose qui m'inquiète malgré tout ce qu'il y a de profondément pacifique dans le langage du prince, c'est,» a continué M. Flourens, «la perspective de la dissolution du Reichstag et d'une campagne électorale menée exclusivement sur la question militaire, sur la question des armements pour se mettre à l'abri d'une attaque ... française. N'y a-t-il pas la matière à incendie? Quoi qu'il en soit, ne nous inquiétons pas outre mesure, car le discours et son auteur sont visiblement pacifiques, il n'y a pas de doute à avoir. Reste toujours le Czar!»

Deux points me paraissent devoir être relevés dans le discours du Chancelier allemand comme spécialement importants pour nous:

1. Il dit que l'Allemagne n'a pas à compter nécessairement sur un allié dans une guerre contre la France. Depuis quelques mois, je sais de source certaine, et je regrette d'avoir omis du Vous l'écrire, que l'alliance austro-allemande ne comporte *pas* la garantie, par l'Autriche, de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, tout comme certains objets de la politique ou du territoire de l'Autriche ne sont pas garantis par l'Allemagne; on n'a pu ou voulu préciser vis-à-vis de moi lesquels.

2. Il dit qu'il est indispensable d'avoir 40,000 hommes de plus pour la garde des

18. JANUAR 1887

675

frontières, et que le gouvernement se réserve de se le procurer même pendant la campagne électorale, dès le 1^{er} avril 1887, sauf à demander plus tard un bill d'indemnité, et cela notamment en vue *d'occuper les passages des Vosges, du Jura et de la Forêt Noire, dans le voisinage de la trouée de Belfort*. Cette partie du discours de M. de Bismarck ne se trouve pas dans les journaux français, mais figure dans la *Gazette de Francfort*, numéro du 12 janvier, au bas de la 4^{ème} colonne de la seconde page. Il est évident dès lors que la visite de M. de Bülow à M. Deucher² était moins personnelle et extra-officielle qu'il ne le disait et que la question de fortifications dans le Porrentruy va se poser devant l'opinion publique suisse, dans des conditions difficiles et urgentes à la fois.

2. *Vgl. Nr. 305.*